

Questions orales

M. Broadbent: Bonne fin de semaine, Joe. Reposez-vous.

M. Clark (Yellowhead): Bien sûr, cela nous empêcherait de négocier une bonne affaire pour le Canada. Peut-être est-ce la façon dont les socialistes négocient, mais ce n'est pas celle du gouvernement. Ce n'est pas ainsi que nous négocions avec les États-Unis pour conclure une entente commerciale assurant aux Canadiens les emplois qu'ils sont en train de perdre et qui pourraient ouvrir aux industries canadiennes les nouveaux horizons dont elles ont besoin.

M. Broadbent: Bonne fin de semaine, Joe.

LES INDICES DONNÉS VERBALEMENT PAR LE NÉGOCIATEUR
AMÉRICAIN

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures vient de reconnaître qu'à la dernière réunion des négociateurs commerciaux américain et canadien, le négociateur américain a donné verbalement certains détails au sujet de ce qu'il recherche en matière d'investissement au Canada.

• (1140)

Je demanderai au ministre de profiter de l'occasion pour faire part à la Chambre et aux Canadiens de ce que le négociateur américain a dit exactement à ce sujet.

Nous ne demandons pas à connaître la position canadienne. Nous voulons savoir ce que les Américains demandent.

Peut-il nous dire aujourd'hui ce qu'il en est? Répondez franchement pour une fois.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le leader parlementaire de l'opposition officielle, et je sais qu'il s'y connaît en fait de négociations. Il comprendra sûrement que nous ne pourrions pas nous attendre à négocier utilement s'il fallait révéler toutes nos positions sur le parquet de la Chambre des communes. Il doit savoir également que nous ne pouvons pas révéler ce que l'autre partie propose tout en comptant garder secrètes nos propres propositions. Nous ne pouvons pas publier la moitié des pourparlers sans nous mettre dans le cas d'avoir inexorablement à publier la totalité des pourparlers.

Cela nuirait aux intérêts canadiens, et ce n'est certainement pas ce que le leader parlementaire de l'opposition officielle désire.

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU NÉGOCIATEUR CANADIEN

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, si le gouvernement craint tant de nuire aux négociations, négociations qui ne semblent pas jusqu'ici favoriser les intérêts canadiens, pourquoi le négociateur en chef fait-il des déclarations publiques?

Si nous soulevons le sujet, c'est à cause des termes employés par le négociateur en chef: selon lui, les Américains réclament un large accès au Canada pour leurs investissements.

Pourquoi cette contradiction entre ce qui est dit maintenant et ce que le négociateur en chef a dit? Pourquoi ne peut-il pas nous dire si les Américains ont demandé à mettre la culture en négociation; s'ils ont demandé à mettre les ressources en négociation; s'ils ont demandé au gouvernement de démailler sa Loi sur Investissement Canada, pourtant déjà si faible?

Je lui demande à nouveau: Répondez-nous franchement pour une fois.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pour faire une nouvelle mise au point, le leader parlementaire de l'opposition et ses collègues n'ont pas cité à la Chambre les termes employés par le négociateur en chef jusqu'à aujourd'hui. Ils employaient un langage propre à créer de fausses impressions, un langage faux, et il n'y a je pense qu'à consulter le compte rendu pour le voir.

Notre position sur la culture est connue. Nous n'allons pas brader la culture canadienne.

Notre position sur les langues officielles et les autres intérêts fondamentaux est connue. Elle est déjà débattue à la Chambre depuis un certain temps.

Je n'ai pas l'intention—et le leader parlementaire de l'opposition officielle ne veut certainement pas m'y entraîner—de révéler détail par détail ce qui est en discussion à la table des négociations, parce que ce serait la meilleure façon de saborder et de torpiller les négociations.

Une voix: Et c'est exactement ce qu'ils veulent.

M. Clark (Yellowhead): J'espère que ce n'est pas ce que le Parti libéral désire. Je sais que c'est ce que le parti socialiste souhaiterait, mais ce n'est pas ce que souhaite notre gouvernement.

LES INSTANCES VERBALES DU NÉGOCIATEUR AMÉRICAIN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires extérieures. Puisqu'il a déclaré à la Chambre que ces instances verbales ont été faites clairement et aussi, qu'en tant que ministre, elles lui ont été communiquées par le négociateur en chef des questions commerciales, n'est-ce pas la responsabilité du gouvernement de notre pays, qui cherche maintenant à élargir le mandat des entretiens sur le commerce, de se décider à le déclarer clairement aux Canadiens, pour qu'ils sachent de quelles questions les Américains veulent discuter?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est notre responsabilité en tant que Cabinet d'étudier les propositions qui sont faites par les Américains dans le cadre de cette négociation, et de tenir compte des intérêts nationaux des Canadiens.